

Les éleveurs de races à viande du Grand Massif Central

COMMUNIQUÉ

Aubière, le 26 septembre 2022

SOUTIEN FINANCIER SUR LA SECHERESSE ET APPLICATION DE LA LOI EGA : deux priorités absolues pour conserver des éleveurs et des bovins sur nos territoires du Grand Massif central !

La France veut-elle d'un Massif central sans éleveurs, sans vaches, sans prairies ?
C'est en tous cas ce qui transparaît dans l'attitude, passive, du Gouvernement face aux crises que traversent les éleveurs de bovins de race à viande de ces territoires !

Au-delà des discours, le constat est sans appel : les éleveurs subissent une explosion de leurs charges, aggravée par la sécheresse historique de cet été... mais ni le prix de leurs animaux censés être construits sur leur « coût de production », ni la réponse publique face à ce nouvel aléa climatique sans précédent ne sont au rendez-vous.

L'Etat a pourtant, entre ses mains, tous les outils nécessaires pour agir et répondre à cette situation d'urgence.

En ce qui concerne les prix de vente, d'abord – et leur indexation sur l'évolution des charges des éleveurs dans le cadre d'un contrat écrit : la loi EGALIM 2 a été votée pour répondre à cet enjeu spécifique. Alors, aujourd'hui, pourquoi ne pas la faire appliquer ? Pourquoi ne pas se donner les moyens de contrôler, de sanctionner ? C'est à l'Etat – et à personne d'autre – de jouer ce rôle de gendarme.

En ce qui concerne la sécheresse qui sévit depuis le printemps, ensuite : comment justifier le manque de réactivité de l'Etat, alors que la baisse de la production couplée à l'achat de fourrages et d'alimentation pour les animaux se traduit déjà par une accélération brutale de la décapitalisation ? Décapitalisation dans un secteur qui, alors qu'il rend des services incontestables aux populations, aux territoires et à l'environnement, a déjà perdu 730 000 vaches depuis 4 ans !

Les pertes, pour les éleveurs, sont pourtant colossales ! Elles atteignent 75% dans certaines zones du Grand Massif central. Il est donc urgent de reconnaître ces pertes, identifiées dans le cadre d'expertises de terrain. Tout comme il est indispensable de ne surtout pas reconnaître les méthodes indicielles qui ont très largement démontré leur incohérence avec la réalité des situations dramatiques vécues par les éleveurs.

A l'approche du Sommet de l'Elevage, les éleveurs du Grand Massif central lancent donc cet appel au Gouvernement comme de l'ensemble des représentants des pouvoirs publics : REVEILLEZ-VOUS !

Demain, il sera sans doute trop tard. Et bien au-delà du seul secteur de l'élevage bovin, ce sont des territoires ruraux entiers qui subiront les effets de ce réveil trop tardif, donc douloureux.
